

# **ABORDER LES OBSTACLES LÉGISLATIFS, POLITIQUES ET DE PARTAGE DE DONNÉES À LA PRESTATION INTÉGRÉE ET UNIFORME DES SERVICES DANS L'ENSEMBLE DES ORDRES DE GOUVERNEMENT**

## **ENJEU**

À la réunion du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP), le 28 février 2019, une mesure de suivi a été attribuée aux coprésidents du CPSSP en vue d'élaborer un énoncé de problème ou un cas pour aborder les obstacles législatifs et de partage de données qui entravent l'avancement de certaines priorités des Conseils mixtes et du CPSSP. Bon nombre des services gouvernementaux offerts aux Canadiens bénéficieraient d'une prestation intégrée de services intergouvernementaux afin d'améliorer l'expérience des clients. La réalisation d'un service uniforme s'est avérée un défi dans l'actuel contexte fédéral-provincial-territorial-municipal.

Parfois, des lois visant à protéger la vie privée des clients ou à définir la nature de la collaboration intergouvernementale et/ou l'interprétation de ces lois dans les instruments de politique connexe peuvent, par inadvertance, avoir créé des obstacles à la prestation de services plus uniforme. Des exemples d'obstacles comprennent des limites sur l'échange de renseignements sur les clients qui appuieraient une approche « Une fois suffit », des limites sur l'échange de données pour appuyer l'analyse de données, et la mesure dans laquelle un ordre de gouvernement peut offrir des services au nom d'un autre ordre de gouvernement. Ces défis touchent plusieurs priorités des Conseils mixtes et du CPSSP, y compris l'identité numérique, l'avis de décès, les services aux entreprises et le renseignement axé sur les données (RAD).

Les avancements technologiques présentent de nouveaux moyens de collaboration qui pourraient nécessiter des modifications aux lois ou à la politique administrative en vue de récolter les avantages prévus, tout en respectant la vie privée des citoyens et en gardant la confiance du public dans le gouvernement. La complexité des obstacles législatifs, politiques et d'échange de données ne peut pas être résolue rapidement et, par conséquent, une approche systématique pour relever les défis est nécessaire.

## **CONTEXTE**

L'enjeu est pertinent. Le Canada et de nombreux gouvernements internationaux, en plus de plusieurs groupes de travail des Conseils mixtes, examinent l'environnement législatif, politique et d'échange de données qui touche la prestation des services. Voici des exemples fournis à l'annexe A :

- Au niveau fédéral, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) mène un examen horizontal sur l'échange de renseignements et la protection des renseignements personnels dans la prestation des services du gouvernement du Canada (GC).
- Au niveau provincial-territorial, des efforts législatifs liés à l'échange de renseignements sont mis en œuvre en Ontario, au Québec et en Saskatchewan
- Au niveau intergouvernemental :
  - Le projet pilote MyAlberta Digital ID (MADI), une priorité des Conseils mixtes, a tenu compte des préoccupations liées à la collecte, à la divulgation et à la protection des renseignements personnels dans le cadre de la planification fondamentale du projet.
  - Le groupe de travail sur le RAD du CPSSP a été chargé par la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration en matière de prestation de services d'élaborer un plan d'action abordant les questions législatives, de protection des renseignements personnels et d'échange de données.

- Le Groupe de travail sur le règlement général sur la protection des données (RGPD) des Conseils mixtes, sous le Sous-comité de la protection des renseignements personnels, analyse les répercussions de la nouvelle loi sur le RGPD de l'Union européenne.
- À l'échelle internationale, des efforts législatifs liés à l'échange de données entre les organismes publics ont eu lieu ou sont en cours en Australie, en Belgique et au Royaume-Uni.

Ces exemples soulignent la nécessité d'un dialogue en vue de développer une compréhension claire et exhaustive de la portée de la question, et de déterminer les obstacles législatifs, de politiques et d'échange de données qui sont réels et ceux perçus. Ils prouvent également que les nouveaux modèles et approches sont en cours d'élaboration, ce qui pourrait fournir des prototypes pour de futures solutions dans d'autres administrations.

## APPROCHE PROPOSÉE

On propose d'élaborer des recommandations pour aborder les obstacles législatifs, politiques et d'échange de données touchant l'avancement des priorités des Conseils mixtes et du CPSSP : identité numérique, avis de décès, services aux entreprises et RAD. Voici les tâches possibles à inclure dans un plan de travail :

- Développer une compréhension des obstacles législatifs, politiques et d'échange de données touchant chacune des quatre priorités, au moyen de l'identification de cas d'utilisation précis afin d'appuyer l'analyse, en reconnaissant que l'analyse juridique et politique sera propre aux renseignements communiqués, au destinataire, et aux fins, et que la généralisation des obstacles sera difficile.
- Confirmer les obstacles qui sont réels et ceux perçus.
- Évaluer les obstacles qui devraient être abordés en premier lieu, en tenant compte des facteurs comme l'incidence globale pour faire avancer une ou plusieurs priorités et obtenir des « gains rapides ».
- Effectuer une analyse de l'environnement des autres comités fédéraux-provinciaux/territoriaux-municipaux qui peuvent être des obstacles semblables.
- Effectuer une analyse de l'environnement pour déterminer ce que d'autres administrations ou pays ont fait pour surmonter les principaux obstacles.
- Élaborer des recommandations visant à surmonter les principaux obstacles, y compris les modèles proposés, les cas d'utilisation et les projets pilotes intergouvernementaux pour mettre les recommandations à l'essai.

L'importance de ce travail sera de déterminer les obstacles réels et ceux perçus, en reconnaissant que les Conseils mixtes sont plus susceptibles d'influer sur la politique administrative pour faciliter une prestation de services uniforme plutôt que des lois, ce qui est du ressort de chaque administration ou du Parlement, et est difficile à changer à court terme. Même s'il y a aussi des complexités techniques liées à l'échange de données entre les administrations, on considère que cela sort de la portée de ce travail.

Il existe plusieurs options pour entreprendre ce travail :

- A. Confier ce travail au Sous-comité de la protection des renseignements personnels.** Un obstacle clé aux lois et à l'échange de données autour de la protection des renseignements personnels. À titre de chef, le Sous-comité de la protection des renseignements personnels communiquerait avec les quatre groupes de travail sur les priorités, le Groupe de travail sur le RGPD et le Comité de recherche pour obtenir des commentaires nécessaires et élaborer des produits livrables de projet.

- B. Confier ce travail au Groupe de travail sur le RAD :** À la réunion de la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration en matière de prestation de services, le 20 juin 2019, le Groupe de travail sur le RAD a été chargé d'élaborer un plan d'action pour aborder les questions liées aux lois, à la protection des renseignements personnels et à l'échange de données. Si le Groupe de travail sur le RAD est le chef préféré, on pourrait chercher un coprésident fédéral pour fournir un point de vue fédéral et appuyer les coprésidents provinciaux et municipaux du RAD dans le travail. Le Groupe de travail sur le RAD communiquerait avec les quatre groupes de travail sur les priorités, le Comité de recherche, le Sous-comité de la protection des renseignements personnels et le Groupe de travail sur le RGPD pour obtenir les commentaires nécessaires et élaborer des produits livrables de projet. Surmonter un grand nombre d'obstacles à l'échange de données, en plus de la protection des renseignements personnels, serait conforme au mandat du Groupe de travail sur le RAD.
- C. Mettre en place une équipe des Conseils mixtes ponctuelle d'une durée limitée :** cette équipe serait coprésidée par un représentant fédéral et un représentant provincial-territorial-municipal (PTM), avec les administrations intéressées à titre de membres chargés de mettre en œuvre le plan de travail proposé décrit ci-dessus.

#### **ÉCHÉANCIER PROPOSÉ**

- Octobre 2019 – septembre 2020

#### **RECOMMANDATION**

- Confier au Groupe de travail sur le RAD l'élaboration de l'approche ou du plan de travail proposé (Option B).
- Entreprendre le travail comme il est décrit dans l'approche ci-dessus, avec 60 000 \$ réservés pour étoffer la définition du problème et l'étude des cas d'utilisation.
- Chercher un coprésident fédéral pour le RAD afin de fournir un point de vue fédéral et appuyer les coprésidents provinciaux et municipaux du RAD dans le travail.

#### **PROCHAINES ÉTAPES**

- Confirmer l'approche et les chefs pour ce travail.
- Élaborer le mandat et le plan de travail détaillé.

#### **QUESTIONS DE DISCUSSION**

1. Les Conseils mixtes s'entendent-ils sur ce qui suit :
  - La formulation de l'enjeu (quel problème essayons-nous de régler)?
  - L'approche ou le plan de travail proposé?
  - Que le GT sur le RAD est le modèle de gouvernance approprié pour faire avancer ce travail?

Exemples de gouvernements canadiens et internationaux qui envisagent ou ont mis en œuvre des changements législatifs ayant des répercussions pour un service intégré plus uniforme dans une ère numérique.

### Fédéral

Le **SCT** participe à un examen horizontal sur l'échange de renseignements et la protection des renseignements personnels dans la prestation des services du GC. Cet examen complète l'examen fédéral de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, ainsi que les efforts déployés pour faire progresser la Stratégie de données du GC et les engagements connexes afin de promouvoir une meilleure utilisation stratégique des données tout en protégeant les renseignements personnels. L'exercice consiste à trouver et à surmonter les principaux obstacles politiques et juridiques qui bloquent la vision du GC pour une prestation de services uniforme au moyen des trois volets de travail suivants :

- le besoin et les options pour un numéro de fichier unique;
- simplifier le processus d'échange de renseignements;
- distinguer les obstacles législatifs perçus des obstacles réels.

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (para. 8.2 (f)) du Canada exige aux institutions fédérales d'établir un accord ou une entente afin de divulguer des renseignements personnels sous son contrôle à d'autres ordres de gouvernement ou compétences. Le niveau de collaboration intergouvernementale est également influencé par d'autres lois et politiques, y compris la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et les lois ministérielles comme la *Loi sur le ministère de l'Emploi et du Développement social* (LMEDS) récemment mise à jour.

L'**Initiative d'échange de renseignements sur le dépôt direct et l'adresse de Service Canada et de l'Agence du revenu du Canada (ARC)** a permis de tirer parti du numéro d'assurance sociale afin que, avec consentement, les renseignements bancaires des Canadiens soient mis à jour pour certains programmes de prestation et de crédit de l'ARC et d'EDSC et déclarations d'impôt sur le revenu, et partagés entre ces deux organismes.

### Provinces et territoires

En juin 2019, l'**Ontario** a adopté un nouveau projet de loi (*Loi sur les services simplifiés, accélérés et améliorés*) qui, en partie, a modifié la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (LAIPVP) et la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée* (LAIMPVP). Cette initiative avait pour but de permettre aux organismes du secteur public d'échanger des renseignements personnels avec des organismes d'application de la loi sans consentement. Un plus vaste ensemble de modifications à la LAIPVP est en cours d'élaboration.

En avril 2019, le **Québec** a déposé un projet de loi (une Loi visant à faciliter la transformation numérique de l'administration publique) qui comprend des règles qui s'appliquent à l'échange de renseignements personnels, favorisant essentiellement une approche « Une fois suffit » pour accéder aux services gouvernementaux. Dans son plan stratégique de 2019-2023, la Commission d'accès à l'information du **Québec** a exprimé la nécessité des changements législatifs visant à exercer une influence positive sur la confiance du public dans le gouvernement et à faciliter la collaboration avec d'autres administrations.

La **Saskatchewan** a récemment mis en œuvre des changements à ses lois visant à créer un environnement plus favorable pour l'analyse des données.

### **Intergouvernemental**

Le projet pilote **MyAlberta Digital ID** est un effort de collaboration entre l'Alberta, EDSC et le SCT qui permet aux Albertains ayant un ID numérique MyAlberta vérifié d'avoir un accès en temps réel à leur compte Mon Service Canada à l'aide du Cadre de confiance pancanadien (CCP). Les préoccupations concernant la collecte, la divulgation et la protection des renseignements personnels étaient fondamentales à la planification de ce projet.

À la réunion de la Table des sous-ministres FPT sur la collaboration en matière de prestation de services du 20 juin 2019, le champion de la priorité **Renseignement axé sur les données** (Manitoba) a demandé aux administrations de créer un environnement favorable pour faire progresser la valeur des analyses, y compris l'élaboration d'un cadre d'échange de données, et le développement de la littératie des données à des fins d'analyse et de prise de décisions. Le Groupe de travail sur le RAD a été chargé d'élaborer un plan d'action pour aborder les questions liées aux lois, à la protection des renseignements personnels et à l'échange de données.

Le Groupe de travail sur le **RGPD** des Conseils mixtes, sous le Sous-comité de la protection des renseignements personnels, analyse le RGPD de l'Union européenne qui est entrée en vigueur en mai 2018, et harmonise la protection des données dans l'ensemble des états membres de l'UE dans une seule loi pour fournir un contrôle accru des données personnelles aux citoyens de l'UE. En vertu du RGPD, le transfert de données à des pays tiers est réglementé par une « décision d'adéquation » qui exige au pays tiers d'avoir un niveau approprié de protection des renseignements personnels qui existe dans l'UE au moyen du RGPD.

Le **CCATM** entreprend des travaux visant à moderniser le système d'Échange interprovincial des dossiers (EID) (qui facilite l'échange de données sur les conducteurs et les véhicules à l'échelle nationale) en vue d'appuyer l'ID numérique à l'échelle nationale. Le CCATM assure la coordination de toutes les questions concernant l'administration, la réglementation et le contrôle du transport par véhicule motorisé et de sécurité routière. Il compte parmi ses membres des représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que du gouvernement fédéral. Puisque chaque province ou territoire utilise l'EID pour échanger des données, il peut y avoir une occasion d'influer sur les exigences du projet de modernisation de l'EID pour faciliter l'échange de données à l'échelle nationale, en particulier lié à un ID numérique.

Le Conseil Stratégique des DPI a élaboré une norme relative à l'accès des parties tiers aux données, qui fait actuellement l'objet d'un examen public par le Conseil canadien des normes.

<https://ciostrategyCouncil.com/normes/projets-de-normes/>

### **International**

L'**Australie** a récemment déposé un projet de loi sur l'échange et la diffusion de données pour échange des données dans toutes les couches de gouvernement pour tout usage, y compris l'administration, la prestation de services et la recherche, à la condition que le niveau approprié de la gestion du risque soit en place. Sous réserve de certaines conditions, le projet de loi permet au gouvernement australien

d'échanger des données avec les états et les territoires, et avec des secteurs non gouvernementaux, et de les divulguer à ceux-ci.

La Banque Carrefour de la sécurité sociale de la **Belgique** coordonne la mise en œuvre de projets gouvernementaux électronique dans le secteur social à l'aide d'un numéro de registre national.

L'**Estonie** a une seule base de données gouvernementale pour les renseignements personnels qui est accessible à tous les organismes du gouvernement. Le **Royaume-Uni** a tenté de mettre en œuvre un registre national d'identité; toutefois, il a été abandonné à la suite des protestations des experts en protection des renseignements personnels.

La **General Digital Infrastructure (GDI)** des **Pays-Bas** unit les divers ministères de la prestation des services, les provinces, les entreprises de services publics et de nombreux organismes de direction des Pays-Bas. Elle facilite la prestation des services aux citoyens et aux entreprises au moyen de l'échange de données électroniques sécurisée, rentable, normalisée et structurée. Elle utilise 13 registres ou bases de données avec une fourniture de données « une seule fois » et plusieurs capacités d'utilisation.